



BI+ : DE LA VISIBILITE A LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

Le **BT** d'**LGBT**
c'est pour

**BLOQUONS
TOUT!**

#10S25

J'écris cet article le 23 septembre 2025, jour de la visibilité bi+. Un jour où les communautés bi+ se retrouvent, se parlent, et où les bi+ dans le placard se sentent moins seul·e·s. Un jour où on se redonne collectivement la confiance d'assumer notre identité.

Au travers de cet article, je souhaite poser la question de la stratégie, c'est-à-dire une discussion de notre objectif général et des grandes lignes pour y accéder. A quoi ressemblera la libération des bi+, mais aussi des queers et de l'humanité tout entière ? Quelles sont nos revendications ? Par quels modes d'action pouvons-nous gagner ?

I. Bilan situé du mouvement bi+

Il me semble d'abord nécessaire de tirer un bilan du mouvement bi+ en France. Même s'il a été l'objet de discussions collectives, ce bilan est situé, par mes expériences personnelles et militantes. Ma connaissance reste cependant nécessairement partielle et je vous invite donc à contredire et contribuer à ce bilan, pour enrichir les discussions.

Il me semble que le mouvement bi+ en France s'articule autour de plusieurs axes. Si, pour chacun, j'adopte un ton polémique, c'est surtout parce que je pense que la critique est nécessaire pour tirer des bilans constructifs et avancer dans le débat stratégique. Je ne souhaite cependant pas retirer aux personnes investies le crédit de leur engagement, ni contester le bien immense qu'elles nous ont apporté. J'ai moi-même beaucoup bénéficié de ces actions, et je ne saurai trop remercier les personnes qui les ont mises en place. <3

1) Aller bien, comment ?

La plupart des actions concrètes, qu'elles soient virtuelles ou physiques, se concentrent sur des échanges entre personnes bi+, souvent dans le cadre de groupes de paroles, formalisés ou non. Il s'agit de se retrouver pour aller bien (ou mieux), parfois en non-mixité sans mecs cis, entre racisé·e·s, handis ou trans. Même s'il est évident que ces groupes sont nécessaires pour de nombreux·ses bi+ pour se donner la confiance, il me semble qu'ils prennent une trop grande place parmi l'ensemble des

actions possibles, et ce alors qu'ils ne sont en eux-mêmes pas des moyens de lutte, mais des outils pour mieux lutter. Il est aussi illusoire et libéral de penser qu'aller bien est un objectif atteignable dans une société fondée sur l'oppression, sans qu'on s'attaque frontalement à ces oppressions.

Et puis, pour aller bien, avons-nous besoin d'espaces sans monosexuel·le·s, ou sans biphobie ? S'il s'agit d'espaces sans biphobie, alors il est nécessaire de sortir de notre zone de confort pour s'opposer à la biphobie là où elle est, c'est-à-dire sortir des communautés bi+.

2) Être visible

Souvent, pour être visible, les groupes bi+ choisissent une présence sur les réseaux sociaux, ainsi qu'aux événements queers, comme les prides ou les journées de visibilité, avec notamment des prides bi+ qui se développent dans les grandes villes. La visibilité est une étape importante de la lutte pour la libération bi+, pour se retrouver et imposer notre existence. En revanche, elle ne peut être envisagée sans penser aux revendications. Aujourd'hui, la plupart des discours publics sur la journée de visibilité bi+ ont parlé de fierté, de visibiliser les bi+, de coming out, mais très peu ont mentionné des revendications. Pourtant, existe-t-il un autre jour dans l'année dédié aux bi+, un meilleur jour pour revendiquer ? Revendiquer plus de moyens pour les groupes qui luttent contre les VSS, refuser les coupes budgétaires qui impacteront la santé des bi+ et des autres, dénoncer les LGBT+phobes, les fascistes, les biphobes, exiger que les politiques publiques incluent des mesures sur la prévention contre la biphobie ou que celle-ci soit reconnue comme une oppression...

Je tiens à noter des expériences plus récentes, à Paris autour de l'organisation de la marche les·bi·enne, et à Strasbourg avec la participation du groupe bi/pan à la pride en tant qu'organisateur·ice·s (et probablement à d'autres endroits !), qui ont su intégrer davantage de revendications.

3) Comprendre les bisexualités

De nombreux livres et articles sont sortis autour des thématiques de la biphobie et de la bisexualité dans les dernières années. Cette effervescence théorique et académique est remarquable, et permet de poser la question bi+ clairement sur la table, sans attendre qu'on nous en donne l'autorisation. Cependant, je lui vois trois limites importantes :

- a) Très peu de ces écrits parlent stratégie. La plupart sont avant tout un état des lieux des recherches académiques ou militantes sur la biphobie, ou bien des célébrations, des plaidoyers pour une reconnaissance joyeuse et intersectionnelle des bisexualités. Ces textes participent donc à nous donner la confiance et les arguments contre les biphobes. En revanche, ils ne nous éclairent ni sur notre objectif final, ni sur comment y arriver concrètement : est-ce qu'on veut des manifs, des communautés exclusives, des grèves, des actions directes... ? Et surtout, pourquoi ?
- b) Parmi les textes qui s'attachent à comprendre la biphobie, beaucoup font l'impasse sur l'analyse historique. Il me semble illusoire de penser qu'on peut observer seulement une situation actuelle et comprendre pourquoi on en est arrivé là. Dans son essai "L'architecture de la biphobie", F. Resa cherche à démontrer que la biphobie trouve son origine dans l'homophobie : Si une société n'est pas homophobe, alors elle ne sera pas biphobe. Certes, mais pourquoi une société serait homophobe ? Quand et par quels mécanismes la biphobie (et l'homophobie) sont-elles apparues ? Si on ne prend pas en compte les formations matérielles, au cours du temps, qui ne sont jamais linéaires, de l'homophobie, de la biphobie et des catégories d'orientation sexuelles elles-mêmes, comment comprendre leur apparition, et lutter pour leur disparition ? Il est temps d'historiciser notre compréhension des oppressions.
- c) Enfin, les théoricien·ne·s de la biphobie ont souvent cherché son origine dans ses manifestations plutôt que dans son absence. C'est-à-dire, on trace l'histoire des bisexualités depuis les premières catégorisations qui les ont incluses, on analyse la biphobie dans les milieux queers, au sein desquels elle est visible. Pourtant, le cœur

de l'oppression des bi+ réside dans leur effacement, c'est à dire dans l'ensemble des groupes, institutions, psychiatres, flics, et parfois communautés gays qui ont catégorisé les humains entre hétéro et homo, normal et déviant. Ces structures bien matérielles, et intégrées dans le développement du capitalisme aux 19ème et 20ème siècle, existent bien, mais pour les trouver nous devons chercher là où la bisexualité n'est pas, et pas là où elle est.

Après avoir tiré ces bilans, je développe dans les parties II et III une analyse historicisée de l'homophobie et de la biphobie, ainsi que des perspectives stratégiques de classe.

II. Pourquoi la biphobie ? L'apport du marxisme

Il est courant de parler de matérialisme dans les groupes queers, mais nous avons souvent un problème de définition. "Matérialisme" ne signifie pas "matériel" au sens de "tangible", comme certain·e·s le pensent, souvent pour affirmer que la bisexualité (ou la biphobie) n'est pas "matérialiste".

Ces usages n'ont pas grand-chose à voir avec le matérialisme historique, une approche qui dit qu'il est impossible de détacher les idées des conditions dans lesquelles elles émergent. Pour les marxistes, ce ne sont pas les sociétés humaines qui sont dessinées par les idées qui y sont majoritaires : au contraire, ce sont les idées qui sont à l'image des réalités matérielles. Pour comprendre la prévalence d'une idée, comme l'homophobie ou même la bisexualité elle-même, il faut regarder dans quels contextes sociaux et économiques cette idée émerge. Pour comprendre et donc détruire une oppression, il faut comprendre son lien avec le système économique qui surdétermine tous les rapports sociaux, le capitalisme, et ses transformations.

1) Le capitalisme a créé l'homophobie et les gays en même temps

A l'échelle de l'humanité, les identités sexuelles sont très récentes, inventées seulement au cours du 19ème siècle. Pourquoi, à ce moment-là, la naissance des identités gay et hétéro, et plus tard bi+ ?

L'historien marxiste John d'Emilio propose en 1983 une explication matérialiste de la naissance de l'homophobie et des catégories de sexualité. Il nous dit que les LGBT+ n'ont pas toujours existé, mais qu'ils sont, que nous sommes, un produit de l'histoire, notamment un produit du capitalisme, un système de production organisé autour du travail salarié.

Jusqu'au milieu du 19ème siècle, c'est la famille qui était l'unité de production principale et essentielle à la vie de l'ensemble de la population. C'était dans ce cadre que ses membres, surtout les femmes, produisent les aliments, les vêtements, et tous les autres biens de consommation nécessaires. Personne ne pouvait survivre sans famille, et la survie de chaque personne dépendait de la coopération de tous, dont les enfants. On trouve des sources historiques qui montrent que des individus ont des comportements homosexuels, y compris réguliers, et que certaines personnes ont su reconnaître en elles-mêmes une attirance plus forte pour le même sexe. En revanche, il était impossible de faire de ces désirs un mode de vie. La procréation était nécessaire à la survie de la famille puisqu'il fallait faire travailler des enfants. Ainsi, la fidélité était primordiale pour la stabilité de la procréation. Ce qui était réprimé, c'est toutes les relations hors mariage, qui fragilisaient ce système, dont autant l'infidélité hétérosexuelle que ce qu'on appelait à l'époque la sodomie.

Qu'est-ce qui a changé ? Le capitalisme, sous la forme du travail libre. Le capital, c'est-à-dire l'argent utilisé pour générer plus d'argent, s'est développé, et les entreprises et manufactures se sont développées, donc les entreprises sont devenues de plus en plus grosses et concentrées dans des villes de plus en plus grandes. Les hommes et les femmes ont quitté les zones rurales pour émigrer vers les grandes villes,

pour y trouver du travail. Bien sûr, la famille n'a pas disparu : les femmes continuaient de cuisiner le pain ou fabriquer des vêtements, cette fois à partir des matières premières achetées avec le salaire de leur mari. La famille, en revanche, a perdu son caractère auto-suffisant.

La famille, surtout au sein des classes moyennes, ne produit bientôt plus des biens, mais du bonheur : c'est dans la famille qu'on retrouve les relations épanouissantes, avec ses enfants ou son époux·se. Avec le travail salarié, la procréation perd son importance, et les taux de natalité chutent. A ce moment, la sexualité entre époux est libérée de l'unique but de procréation, et commence à laisser plus de place au désir et au plaisir.

Mais quand une partie de la population n'a pas besoin de la famille pour survivre parce qu'elle est salariée, dans des grandes villes impersonnelles dans lesquelles personne ne les connaît, il est devenu possible pour ces personnes d'expérimenter avec leurs désirs, de vivre des vies homosexuelles. Et ces personnes qui se détachaient de la famille et se reconnaissaient comme attirées par le même sexe se regroupaient, se recherchaient, et menaient une vie collective. En France, c'est à Paris, capitale européenne du sexe, que se développent les milieux homosexuels, par le biais de la littérature homoérotique notamment. La guerre, période au cours de laquelle les hommes sont entre hommes et les femmes entre femmes, a également représenté un accélérateur dans cette période.

Mais, pour stabiliser les comportements sexuels dans des identités, il a fallu la psychiatrie. Les médecins se sont emparés de la question de la sexualité et de la déviance, et ont stigmatisé l'homosexualité, l'érigéant par là comme une identité à part entière. Une personne qui avait des comportements homosexuels est devenue un homosexuel ("inverti"), et son corollaire l'hétérosexuel a été créé en même temps. Mais c'est quand la psychiatrie a défini l'homosexualité comme un état, une nature, plutôt qu'une série de comportements, que les futurs gays et lesbiennes ont commencé à se définir comme tel.

En France, l'Etat a largement contribué à cette naturalisation de l'identité : par le biais de la colonisation déjà, puisque l'état colonial étudiait et

réprimait les sexualités déviantes, pour contrôler la reproduction sexuelle et pour limiter le métissage des populations. L'enjeu, pour l'État, de contrôler la sexualité est d'abord nataliste : comment assurer une natalité nécessaire à la reproduction générationnelle et à la poursuite de l'accumulation ? C'est aussi celui de la filiation : qui est le parent ? ainsi que l'enjeu de la prise en charge des enfants et de la division genrée du travail.

Les idéologies religieuses et familiales ont largement contribué à l'idéologie de l'État au 20ème siècle, pour assigner les femmes au travail reproductif de soin, domestique et de reproduction. Ainsi, le régime fiscal et les droits sociaux sont construits autour de la situation conjugale et de la famille hétérosexuelle. Pendant ce temps, la justice et la police répriment les sexualités déviantes, notamment avant et pendant le régime de Vichy qui instaurent des majorités sexuelles à 21 ans pour les relations homosexuelles, ce qui permet, sous couvert de protection des mineurs, de réprimer l'homosexualité. A partir de là, tout manquement constitue un risque pour l'accès au travail, au logement, à la stabilité familiale.

Pour résumer, l'État s'appuie sur les travaux des psychiatres pour créer, développer puis stabiliser un système d'oppression des sexualités homosexuelles, un système qui n'existait pas avant le 20ème siècle.

Je définirai donc l'homophobie, suivant la définition de Mickael Tempête, comme une "panique anti-homosexuelle", panique qui concerne des objets aussi divers que la féminité, la reproduction, la sexualité, l'exposition de la vie privée... qui est donc nécessairement située historiquement et socialement (tout le monde n'est pas et n'a pas toujours été homophobe de la même manière ni pour les mêmes raisons).

Donc on a là une contradiction de taille : le capitalisme a créé à la fois les conditions d'existence de l'homosexualité et l'homophobie. Homophobie qui a d'ailleurs aussi propulsé le mouvement LGBT, qui se mobilise principalement pour les droits, contre la répression et la

criminalisation, et est devenu par-là de plus en plus visible et a gagné en force et en structuration.

2) Famille et capitalisme : fuis-moi je te suis, suis-moi je te fuis

On parle d'une relation contradictoire du capitalisme à la famille : la famille garde une place importante sous le capitalisme car il faut toujours faire et éduquer des enfants, des tâches nécessaires au capitalisme mais que celui-ci n'a pas pu ou voulu socialiser. Pourtant, elle a perdu toute raison matérielle d'exister, puisque chacun peut vivre de manière indépendante. Donc à quoi sert l'homophobie ? à transformer les LGBT en boucs émissaires de l'instabilité sociale qui va avec la destruction progressive de la famille : on nous accuse de corrompre les enfants, d'être des p*dophiles, de détruire la famille.

La place que prend la famille dépend des possibilités de socialisation du travail reproductif : qui va éduquer les enfants, qui va s'occuper de faire à manger... Plus les tâches sont socialisées (écoles, crèches, hôpital, cantine...), plus la famille perd de son importance matérielle, et les possibilités de vivre sans, de vivre son homo-/bisexualité augmentent. En revanche, quand le capitalisme entre en crise, il se replie sur la famille : les tâches autrefois socialisées sont délaissées, et nous sommes des bons boucs émissaires (notons le rôle de la transphobie pour le fascisme).

Par exemple, à partir du milieu des années 70 commence un cycle de récession, qui aboutit à l'offensive néolibérale, avec la dérégulation de l'économie, le démantèlement de l'État providence, les attaques sur nos droits et organisations, et l'explosion des inégalités sociales. Par conséquent, la famille reprend de l'importance. Des mouvements gays assimilationnistes vont d'ailleurs se construire autour de revendications familiales : la possibilité de se marier, l'inclusion dans les régimes fiscaux. En effet, une partie des gays des classes moyennes a pu continuer de prospérer. Ces groupes bourgeois et petit-bourgeois imposent leurs narratifs, leurs intérêts de classes, qui ne sont pas les nôtres. Ce qui conduit le mouvement à être moins subversifs, et donc à

rejeter les personnes qui sont le moins assimilables... Une identité gay plus stable, plus propre sur elle, est créée.

C'est ce qui se passe actuellement : Avec un taux de profit historiquement bas, une croissance quasi-nulle, le vieillissement de la population et la panique raciste contre l'immigration, l'augmentation des tensions inter-impérialistes et la perspective de la guerre : le natalisme apparaît pour nos classes dirigeantes comme une nécessité nationale. Macron parle donc de réarmement démographique, ce qui traduit ce besoin du capitalisme d'un repli sur la famille comme institution idéologique et de reproduction sociale.

La place de la famille, si elle dépend en grande partie des rapports internes au capitalisme, donc des concessions que les dirigeant·e·s sont prêt·e·s à faire dans une période de prospérité ou de crise, dépend aussi de nous, et du rapport de force que nous instaurons, par les luttes sociales et féministes.

3) Et la biphobie dans tout ça ?

La biphobie est plus dure à situer historiquement, puisqu'elle est souvent effacée. Une question s'impose d'abord : pourquoi la bisexualité n'a pas émergé aux côtés de l'homosexualité au 19ème siècle ? Pourquoi a-t-il fallu attendre les années 1960 pour que se stabilise une identité bi, selon l'historien S. Angelides ? Plusieurs hypothèses :

- a) La première est théorisée par Yoshino : c'est le besoin pour l'état et la psychiatrie d'une figure déviante nette pour stabiliser les orientations sexuelles homo et hétéro, alors que la bisexualité est une zone floue. Il s'agissait de stigmatiser sans se laisser contaminer. D'où que pour les hommes, un seul rapport suffit pour être homosexuel alors que pour les femmes, même n'avoir que des rapports avec les femmes n'est pas suffisant. Ainsi, dans le traité *Psychopathia sexualis* de Richard von Krafft-Ebing, qui fera référence, la bisexualité est mentionnée mais comme une forme plus confuse de l'homosexualité, pas comme un troisième groupe ni une identité stable.

- b) Une seconde hypothèse de la non-émergence de la bisexualité vient des besoins des communautés homosexuelles qui se mettent en place et qui se structurent. Dès leurs débuts, il a pu être nécessaire de se retrouver, et donc de se définir, s'appropriant le stigmate psychiatrique. Parce que se rencontrer, c'était une question de survie. Parfois, ça a été "accidentel", dans le sens que ça n'avait pas pour but d'exclure les personnes ni entièrement hétéro, ni entièrement homo ; parfois, ça a été délibéré, comme le montre l'analyse par Wohosheni des milieux gay et féministes, qui ont développé une stratégie consciente d'exclusion des bisexuel·le·s revendiqué·e·s car perçu·e·s comme traîtres, qui desservent la lutte. Dans tous les cas, il s'agissait de se protéger, de militer efficacement, mais ça a contribué à renforcer les catégorisations strictes et binaires, entre homo et hétéro.
- c) Troisième hypothèse : c'est aussi simplement la manière donc les catégorisations ont été construites qui n'ont pas laissé d'espace social à la bisexualité. Puisque ce qui était problématique pour la famille, c'était les actes et non les pensées, et puisque ce sont les pratiques sexuelles qui ont été étudiées et criminalisées, les catégories de sexualité se sont construites autour de ces pratiques sexuelles. Une "pratique bisexuelle" n'existant pas vraiment, puisque chaque acte est pris séparément des précédents et des suivants, la bisexualité n'avait pas de place pour émerger. De nos jours, les identités sexuelles laissent beaucoup plus de place au désir et à l'identité, plutôt qu'aux pratiques, ce qui laisse une place bien plus grande pour l'existence de la bisexualité.
- d) C'est aussi l'épidémie du Sida qui a contribué à renforcer à la fois la stigmatisation et le silence autour de la bisexualité, les bi+ étant perçus comme vecteurs de l'épidémie, transmettant le virus d'une communauté à l'autre.
- e) Enfin, la place centrale qu'a pris la misandrie dans l'activisme à la fois féministe et lesbien n'est pas sans responsabilité dans le renforcement de la biphobie dans ces groupes. Si la misandrie est une réaction saine au patriarcat, elle n'en est pas moins une impasse stratégique, et cause plus de mal qu'elle n'en résout. En

présentant les hommes comme l'ennemi plutôt que le patriarcat, les misandres antagonisent des alliés sincères, envoient les jeunes hommes dans les bras des masculinistes, et nient l'importance d'autres systèmes oppressions, notamment le racisme, la transphobie et l'adultisme. C'est une stratégie qui nous isole au lieu de nous renforcer, et qui ne propose qu'une stratégie identitaire, alors que nous avons besoin d'une stratégie de classe. La misandrie renforce largement la biphobie, puisque les bi+ sont perçues comme des traîtres car elles couchent avec des hommes. Les misandres biphobes voient le contact avec des hommes comme contaminant les femmes bi+, qui en sortent salies. Pas très éloigné d'une théorie du body count à la Charlie Kirk.

On pourrait amener d'autres hypothèses, mais il me semble que celles-ci sont celles qui ont le plus impacté les bi+. L'avantage de partir de ces hypothèses, c'est qu'on l'historicise, on comprend la biphobie comme le produit d'une série d'effacements, d'exclusions, de choix stratégiques. Inséparable, à toutes les étapes, de l'homophobie et donc de la famille et son lien contradictoire avec le capitalisme.

Je définis donc la biphobie comme l'invisibilité structurelle et historique de la bisexualité, invisibilité qui se transforme en panique anti-bisexualité qui émerge quand les bi+ sortent de l'ombre.

III. Stratégie : le but et le chemin

1) Le but : l'abolition de la famille

Un bref résumé pour poser les bases stratégiques :

- Le capitalisme a créé les conditions matérielles pour l'émancipation individuelle de la famille, donc la libération de toustes.
- En même temps, et pour permettre le travail reproductif et compenser idéologiquement la perte de nécessité matérielle de la famille, les catégories de sexualité et l'homophobie émergent.

- La biphobie est inséparable de ces transformations historiques du capitalisme et de la sexualité : son invisibilité est structurelle et historique.

La stratégie que je défends est que nous devons abolir la famille et la remplacer, tout en luttant contre toutes les oppressions.

Nous devons abolir la famille telle qu'elle existe, parce que c'est sa centralité dans le travail reproductif et la production du bonheur qui est historiquement à la source de l'homophobie, puis de la biphobie. Pour schématiser :

- Étape 1 : la famille joue un rôle productif et reproductif → l'homophobie structurelle n'existe pas car l'homosexualité est impensable.
- Étape 2 : la famille perd son rôle productif et garde la reproduction et le bonheur → l'homophobie est créée contre les déviances naissantes
- Étape 3 (à construire) : la famille n'existe plus, c'est la société tout entière qui prend collectivement en charge le bonheur et le travail productif et reproductif → plus rien ne bloque matériellement la lutte contre l'homophobie et la biphobie. Cette étape a été entrevue au cours de la révolution russe, au cours de laquelle des institutions sociales sont créées pour prendre en charge collectivement l'éducation, le care, les tâches domestiques, ce qui a radicalement bouleversé les rapports de genre et de sexualité.

Ainsi, l'affaiblissement voire l'abolition de la famille n'est pas un raccourci qui fait disparaître les LGBTphobies par magie, du fait du poids de l'idéologie. Mais elle est la condition matérielle nécessaire pour que la lutte contre l'homophobie et la biphobie ne soient plus qu'une lutte contre des stéréotypes, des attitudes, des fétichisations et des violences. Et non une lutte contre un système qui se fonde sur notre oppression pour se stabiliser.

Cette stratégie s'oppose irrémédiablement aux stratégies développées par les groupes assimilationnistes, qui ne veulent pas s'opposer aux intérêts capitalistes et aux valeurs familiales, mais s'y intégrer. Ce sont les groupes qui rejettent les folles, les séropositif·ve·s, les trans, les bi+,

mais aussi ceux qui développent des théories homo-nationalistes ou contre les migrant·e·s. Ces groupes ne sont pas des alliés, ils sont des ennemis à combattre.

La conséquence de la fin de l'homophobie et de la biphobie serait également la disparition progressive des catégories hiérarchisées de genre et de sexualité telles qu'on les connaît. Dans un monde qui ne se fonde pas sur une distinction selon nos parties génitales et celles de ceux qu'on désire, les catégories de genre et de sexualité perdront progressivement de leur utilité et de leur sens.

Il ne s'agit pas de s'affronter aujourd'hui aux catégories, même si certain·e·s se sentent plus libres en s'affranchissant des labels à l'échelle individuelle, parce que nous avons besoin de reconnaître les spécificités des oppressions qui touchent les homo- et les bisexuel·le·s. Nous avons besoin de mesurer l'impact de ces oppressions, de revendiquer notre appartenance à ces groupes, et de visibiliser et porter nos revendications. Mais nous devons agir contre le système qui produit les oppressions, avec la certitude que les faire tomber détruira du même coup la catégorisation / hiérarchisation, c'est-à-dire la sexualité et le genre.

2) Le chemin : vers la libération de toutes

Mais concrètement, comment s'attaquer aux oppressions ? Quelles stratégies générales, quelles modalités de lutte ?

Il y a deux éléments nécessaires, qui s'ajoutent au travail déjà fait aujourd'hui de lutte contre des stéréotypes, deux éléments qui s'attaquent au système en lui-même et qui nous permettront de gagner, pour de bon. Ces éléments ne s'attaquent pas à la biphobie spécifiquement, plutôt à l'homophobie. Je reviendrai à la biphobie.

Le premier est de lutter pour tout ce qui renforce notre autonomie vis-à-vis de la famille. Il s'agit donc de luttes sociales, collectives et de classe.

- Luttes pour l'autonomie de nos corps : un avortement libre, gratuit et safe, contre les stérilisations forcées, contre les violences

sexuelles, faciliter l'autonomie dans le cas de violences domestiques...

- Affaiblissement de l'importance de la famille : facilitation du divorce, extension pour toutes des avantages matériels, fiscaux, professionnels aujourd'hui réservés aux familles...
- Prise en charge collectives des tâches de reproduction : crèches, cantines, école gratuite pour toutes, lieux de vie collectifs ...
- Renforcement de l'autonomie personnelle : hausse des salaires, aides sociales, services sociaux en tous genres, logements décentes et abordables...
- Egalité des droits, en droit et en pratique : même droits pour les couples hétéros et les couples homo, lutte contre l'homophobie, fin de la mention du genre, possibilités de vie égales à celles des hétéros, lutte contre la transphobie.

Les modes d'actions sont ceux du mouvement social : l'organisation collective, les manifs, la grève, l'occupation...

Le deuxième élément, c'est de créer les communautés qui remplaceront la famille. Quand le capitalisme détruit la famille traditionnelle, il le fait en laissant sur le côté celles et ceux dont la famille capitaliste ne veut pas, notamment les queers. Il ne s'agit pas d'être toutes autonomes mais isolé·e·s, mais au contraire de produire d'autres manières d'être heureux·ses, qui ne reposent pas sur la famille traditionnelle.

- Faire famille autrement : développer les réseaux de solidarité en tous genres. Pour cela, les groupes communautaires queers peuvent être un début, mais ne suffiront pas, car ils excluent les autres oubliés de la famille : les handis, les toxicos, les précaires, les personnes victimes de violence domestique. La libération doit passer par celle de toutes, donc nous avons besoin de solidarité entre toutes.
- Faire front contre toutes les oppressions : la question du racisme est centrale, dans une période où la crise du capitalisme accentue l'exploitation des personnes racisées et/ou sans papiers, et où le danger fasciste se renforce et vise principalement ces groupes. Nous devons être intransigeant sur la question des oppressions.

Pourquoi ces luttes sont-elles des luttes de classe ? Parce que nous nous attaquons directement au capitalisme et aux classes dirigeantes, qui ont tout intérêt à la poursuite de notre oppression. Mais aussi parce que nous avons besoin d'une autonomie de notre classe, vis-à-vis de l'Etat et des classes dominantes, pour choisir nous-même nos modalités d'action. La question de l'autodéfense s'impose donc, dans le cas d'agressions LGBTphobes. Plutôt que plus de police, organisons-nous pour nous défendre, quelle que soit notre orientation sexuelle.

En réalité, si les luttes sociales, collectives, féministes et antiracistes permettront de gagner un rapport de force nécessaire à la lutte contre les oppressions, on ne peut envisager la libération de toutes qu'au travers de perspectives révolutionnaires qui aboutiraient à la construction d'une autre société, socialiste, fondée sur les besoins de chacun·e au lieu des profits de la classe dirigeante.

Enfin, quels devraient-être nos objectifs spécifiques pour la lutte contre la biphobie ? D'un côté, il s'agit de poursuivre et d'accentuer la lutte contre les stéréotypes et attitudes biphobes, mais surtout d'élaborer des revendications, que nous devons porter. Mais pour gagner, nous devons compter sur des forces plus grandes que nous, c'est-à-dire sur le reste du mouvement queer, et sur le mouvement social et notre classe en général. Pour cela, nous devons à tout prix sortir de nos communautés, les utiliser pour gagner la confiance d'affirmer nos revendications bi+ dans le mouvement. Il faudra convaincre le mouvement par la pratique, en étant à l'initiative d'actions, de manifestations, qui emporteront avec nous le reste du mouvement.

La bisexualité n'est pas en soi politique, nous ne détruisons pas le capitalisme et les LGBTphobies individuellement, par le seul fait que nous existons. Nos luttes doivent être collectives. Pourtant, être bi+ nous permet de voir qu'il n'y aura pas de libération queer sans les bi+, pas de libération bi+ sans les queers. Il nous faut la libération de toutes.

Soyons fier·e·s, déters, et révolutionnaires !

Victor Michel, Brest, septembre 2025
www.autonomiedeclasse.org

Illustration : Chloé Lozano Yegge @CLY@mastodon.design